



## Conseil de sécurité

Distr.  
GÉNÉRALE

S/1995/40/Add.18  
19 mai 1995  
FRANÇAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

---

EXPOSÉ SUCCINCT DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL SUR LES QUESTIONS  
DONT LE CONSEIL DE SÉCURITÉ EST SAISI ET SUR L'ÉTAT  
D'AVANCEMENT DE LEUR EXAMEN

Additif

Conformément à l'article 11 du règlement intérieur provisoire du Conseil de sécurité, le Secrétaire général présente l'exposé succinct ci-après.

La liste des questions dont le Conseil de sécurité est saisi figure dans les documents S/1995/40 du 16 janvier 1995, S/1995/40/Add.2 du 25 janvier 1995 et S/1995/40/Add.14 du 21 avril 1995.

Au cours de la semaine qui s'est achevée le 13 mai 1995, le Conseil de sécurité s'est prononcé sur les questions suivantes :

Commémoration de la fin de la seconde guerre mondiale en Europe

Le Conseil de sécurité s'est réuni pour examiner la question à sa 3532e séance, tenue le 9 mai 1995 conformément à ce qui avait été convenu lors de consultations antérieures.

Le Président a annoncé que le Conseil de sécurité avait ainsi achevé l'examen de la question inscrite à l'ordre du jour.

Navigation sur le Danube (voir également S/22110/Add.38, S/22110/Add.47, S/22110/Add.50, S/23370/Add.1, S/23370/Add.5, S/23370/Add.7, S/23370/Add.14, S/23370/Add.16, S/23370/Add.19, S/23370/Add.21, S/23370/Add.23, S/23370/Add.24, S/23370/Add.26, S/23370/Add.28, S/23370/Add.29, S/23370/Add.31, S/23370/Add.32, S/23370/Add.35, S/23370/Add.36, S/23370/Add.37, S/23370/Add.40, S/23370/Add.43, S/23370/Add.45, S/23370/Add.46, S/23370/Add.49, S/23370/Add.50, S/25070/Add.1, S/25070/Add.4, S/25070/Add.7, S/25070/Add.8, S/25070/Add.9, S/25070/Add.11, S/25070/Add.12, S/25070/Add.13, S/25070/Add.15, S/25070/Add.16, S/25070/Add.17, S/25070/Add.18, S/25070/Add.19, S/25070/Add.20, S/25070/Add.21, S/25070/Add.22, S/25070/Add.23, S/25070/Add.24 et Corr.1, S/25070/Add.26, S/25070/Add.28, S/25070/Add.29, S/25070/Add.30, S/25070/Add.32, S/25070/Add.34, S/25070/Add.37, S/25070/Add.39, S/25070/Add.40, S/25070/Add.41, S/25070/Add.42, S/25070/Add.45, S/1994/20, S/1994/20/Add.4, S/1994/20/Add.6, S/1994/20/Add.8, S/1994/20/Add.10, S/1994/20/Add.12, S/1994/20/Add.13 S/1994/20/Add.14, S/1994/20/Add.15,

S/1994/20/Add.16, S/1994/20/Add.17, S/1994/20/Add.20, S/1994/20/Add.21, S/1994/20/Add.23, S/1994/20/Add.25, S/1994/20/Add.26, S/1994/20/Add.31, S/1994/20/Add.34, S/1994/20/Add.37, S/1994/20/Add.38, S/1994/20/Add.44, S/1994/20/Add.45, S/1994/20/Add.46, S/1994/20/Add.47, S/1994/20/Add.49, S/1995/40, S/1995/40/Add.1, S/1995/40/Add.2, S/1995/40/Add.5, S/1995/40/Add.6, S/1995/40/Add.12, S/1995/40/Add.15 et S/1995/40/Add.16)

Le Conseil de sécurité s'est réuni pour examiner la question à sa 3533e séance, tenue le 11 mai 1995 comme convenu lors de ses consultations préalables.

Le Président a appelé l'attention sur le texte d'un projet de résolution (S/1995/373) élaboré lors de consultations préalables du Conseil.

Le Conseil de sécurité a ensuite procédé au vote sur le projet de résolution S/1995/373 et l'a adopté à l'unanimité en tant que résolution 992 (1995) (pour le texte, voir S/RES/992 (1995); à paraître dans les Documents officiels du Conseil de sécurité, cinquantième année, Résolutions et décisions du Conseil de sécurité, 1995).

La situation en Angola (voir S/25070/Add.4, S/25070/Add.10, S/25070/Add.17, S/25070/Add.22, S/25070/Add.23, S/25070/Add.28, S/25070/Add.37, S/25070/Add.44, S/25070/Add.50, S/1994/20/Add.5, S/1994/20/Add.10, S/1994/20/Add.21, S/1994/20/Add.25, S/1994/20/Add.31, S/1994/20/Add.35, S/1994/20/Add.38, S/1994/20/Add.42, S/1994/20/Add.43, S/1994/20/Add.48, S/1995/40/Add.5, S/1995/40/Add.9 et S/1995/40/Add.14; voir également S/22110/Add.21, S/23370/Add.12, S/23370/Add.27, S/23370/Add.37, S/23370/Add.40, S/23370/Add.43, S/23370/Add.48 et S/23370/Add.51)

Le Conseil de sécurité a repris l'examen de la question à sa 3534e séance, tenue le 11 mai 1995 conformément à ce qui avait été convenu lors de consultations antérieures; il était saisi du troisième rapport intérimaire du Secrétaire général sur la Mission de vérification des Nations Unies en Angola (UNAVEM III) (S/1995/350).

Le Président a déclaré qu'à l'issue de consultations tenues par le Conseil, il avait été autorisé à faire une déclaration au nom du Conseil et a donné lecture du texte de cette déclaration (pour le texte, voir S/PRST/1995/27; à paraître dans les Documents officiels du Conseil de sécurité, cinquantième année, Résolutions et décisions du Conseil de sécurité, 1995).

La situation en Géorgie (voir S/23370/Add.40, S/25070/Add.4, S/25070/Add.26, S/25070/Add.27, S/25070/Add.31, S/25070/Add.34, S/25070/Add.37, S/25070/Add.42, S/25070/Add.44, S/25070/Add.45, S/25070/Add.51, S/1994/20/Add.4, S/1994/20/Add.8, S/1994/20/Add.9, S/1994/20/Add.11, S/1994/20/Add.13, S/1994/20/Add.25, S/1994/20/Add.28, S/1994/20/Add.47, S/1995/40/Add.1 et S/1995/40/Add.10)

Le Conseil de sécurité a repris l'examen de la question à sa 3535e séance, tenue le 12 mai 1995 conformément à ce qui avait été convenu lors de consultations antérieures; il était saisi du rapport du Secrétaire général concernant la situation en Abkhazie (Géorgie) (S/1995/342).

Le Président, avec l'assentiment du Conseil, a invité le représentant de la Géorgie, sur sa demande, à prendre part au débat sans droit de vote.

Le Président a appelé l'attention sur le texte d'un projet de résolution (S/1995/384) qui avait été élaboré lors des consultations du Conseil.

Le Conseil de sécurité a voté sur le projet de résolution S/1995/384 et l'a adopté à l'unanimité en tant que résolution 993 (1995) (pour le texte, voir S/RES/993 (1995); à paraître dans les Documents officiels du Conseil de sécurité, cinquantième année, Résolutions et décisions du Conseil de sécurité, 1995).

La situation dans les territoires arabes occupés (voir S/11935/Add.18, S/11935/Add.19, S/11935/Add.20, S/11935/Add.21, S/11935/Add.44, S/11935/Add.45, S/13033/Add.9, S/13033/Add.10, S/13033/Add.11, S/13033/Add.28, S/13737/Add.7, S/13737/Add.8, S/13737/Add.18, S/13737/Add.20, S/13737/Add.22, S/13737/Add.50, S/14326/Add.50, S/14840/Add.1, S/14840/Add.2, S/14840/Add.3, S/14840/Add.4, S/14840/Add.12, S/14840/Add.13, S/14840/Add.15, S/14840/Add.16, S/14840/Add.45, S/15560/Add.6, S/15560/Add.7, S/15560/Add.20, S/15560/Add.30, S/15560/Add.31, S/16880/Add.36, S/17725/Add.3, S/17725/Add.4, S/17725/Add.48, S/17725/Add.49, S/18570/Add.49, S/18570/Add.50, S/18570/Add.51, S/19420/Add.1, S/19420/Add.2, S/19420/Add.4, S/19420/Add.5, S/19420/Add.13, S/19420/Add.15, S/20370/Add.5, S/20370/Add.6, S/20370/Add.22, S/20370/Add.26, S/20370/Add.34, S/20370/Add.44, S/21100/Add.10, S/21100/Add.12, S/21100/Add.17, S/21100/Add.20, S/21100/Add.39, S/21100/Add.40, S/21100/Add.42, S/21100/Add.44, S/21100/Add.45, S/21100/Add.48, S/21100/Add.49, S/21100/Add.50, S/22110, S/22110/Add.12, S/22110/Add.20, S/23370/Add.1, S/23370/Add.13, S/23370/Add.50, S/1994/20/Add.8, S/1994/20/Add.10 et S/1995/40/Add.8)

Dans une lettre datée du 8 mai 1995 adressée au Président du Conseil de sécurité (S/1995/366), les représentants des Émirats arabes unis et du Maroc ont demandé une réunion d'urgence du Conseil de sécurité pour étudier la situation dans les territoires arabes occupés, et pour prendre les mesures nécessaires afin de révoquer les ordonnances de confiscation de terres palestiniennes situées dans la zone de Jérusalem-Est.

Dans une lettre datée du 8 mai 1995 adressée au Président du Conseil de sécurité (S/1995/367), le Représentant permanent du Maroc auprès de l'Organisation des Nations Unies, en sa qualité de Président du Groupe islamique à l'ONU, a signalé que le Gouvernement israélien avait décidé de confisquer dans Jérusalem-Est 53 hectares de terres palestiniennes pour y construire de nouvelles colonies juives. Le Groupe islamique demandait au Conseil de sécurité d'agir d'urgence face à cette grave situation et de faire le nécessaire pour que les ordres de confiscation soient annulés. Le Groupe islamique allait suivre la manière dont la situation évoluerait; dans ce contexte, lors de la réunion que les ambassadeurs des pays qui le composent ont tenue le jeudi 4 mai 1995, le Groupe, sur la demande de l'Observateur permanent de la Palestine, a décidé de prier le Conseil de se réunir d'urgence pour examiner la grave situation ainsi créée au sujet de Jérusalem.

Le Conseil de sécurité a repris l'examen de la question à sa 3536e séance, tenue le 12 mai 1995, en réponse à la demande susmentionnée. La séance a été suspendue et reprise par deux fois (S/PV.3536 (reprise 1) le 15 mai 1995, et S/PV.3536 (reprise 2) le 16 mai 1995).

Le Président, avec l'assentiment du Conseil, a invité, sur leur demande, les représentants des pays suivants : Algérie, Australie, Bangladesh, Canada, Cuba, Djibouti, Égypte, Émirats arabes unis, Iran (République islamique d'), Iraq, Israël, Japon, Jordanie, Koweït, Liban, Malaisie, Maroc, Pakistan, Qatar, République arabe syrienne, Soudan, Tunisie et Turquie à participer au débat sans droit de vote.

À la même séance, le Président a appelé l'attention sur une lettre datée du 12 mai 1995 reçue de l'Observateur permanent de la Palestine auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/1995/388), demandant que, conformément à la pratique établie, le Conseil de sécurité invite l'Observateur permanent de la Palestine à participer au débat. Le Président, avec l'assentiment du Conseil, a invité l'Observateur permanent de la Palestine à participer au débat, conformément au règlement intérieur provisoire et à la pratique établie à cet égard.

À la même séance, en réponse à une demande figurant dans une lettre datée du 8 mai 1995 reçue du Président par intérim du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien, le Président, avec l'assentiment du Conseil, a adressé une invitation, au titre de l'article 39 du règlement intérieur provisoire du Conseil, au Président par intérim du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien.

-----